

Le Chili dans les années 90

Saisir les chances du développement

Les années 90 auront été une période de croissance sans précédent pour le Chili, dont le PIB a progressé en moyenne de 6,5 % par an. Après s'être ajustée aux retombées de la crise asiatique en 1999, l'économie chilienne est prête aujourd'hui à renouer avec l'expansion dès l'an 2000.

Eduardo Aninat

A LA FIN DU XIX^e SIÈCLE, le Chili, en pleine stagnation économique et politique, avait laissé passer une «occasion historique» de s'engager résolument dans la voie du développement. Il n'a pas répété cette erreur à la fin du siècle suivant. Profitant d'une infrastructure économique et institutionnelle plus efficace, il a su cette fois saisir sa chance et affiche, alors que le XX^e siècle s'achève, un recul très sensible de la pauvreté, une bien meilleure répartition des dépenses des ménages et des systèmes éducatif, judiciaire et douanier profondément remaniés. Dix années de réformes ont mis le pays en excellente posture pour parachever son développement et s'avancer résolument dans le nouveau millénaire.

Croissance et stabilité

Les années 90 ont vu le Chili exorciser deux de ses vieux démons : les fluctuations erratiques de la croissance et l'inflation chronique. Le pays a connu une décennie d'expansion non seulement sans précédent, mais moins volatile qu'à tout autre moment de ce siècle dernier (voir le tableau). Entre 1994 et 1998 (années émaillées de crises extérieures

graves au Mexique, dans plusieurs pays asiatiques, en Russie et au Brésil), l'économie chilienne a enregistré une croissance annuelle moyenne de 6,9 %, soit très supérieure aux 3,0 % calculés sur les cent dernières années, période marquée en outre par une grande volatilité de l'expansion. C'est ce que montre la variabilité du taux de croissance, dont l'écart-type a souvent dépassé largement le rythme moyen de l'expansion. Entre 1970 et 1979, par exemple, la croissance a été en moyenne de 2 % par an, tandis que l'écart-type atteignait 7,3 %. Entre 1990 et 1998, cette tendance s'est inversée : la croissance annuelle a été en moyenne de 7,3 %, mais l'écart-type de 2,9 % à peine.

Depuis 1986, et même si l'on tient compte de la récession de 1999, le Chili a connu la période de croissance la plus longue, la plus forte et la plus stable de son histoire. C'est durant ces années aussi qu'il a jugulé l'inflation élevée et instable qui handicapait son économie. L'inflation se situe désormais aux niveaux observés au plan international, et la banque centrale vient d'adopter un nouveau ciblage de l'inflation. L'objectif est de 3,5 % pour l'an 2000 et devrait se situer ensuite (sans limi-



Eduardo Aninat, Ministre des finances du Chili de 1994 à 1999, est Directeur général adjoint du FMI.

Principales variables macroéconomiques, 1880–1998

(en pourcentage)

	PIB (variation annuelle réelle)		Inflation (décembre–décembre)		Solde extérieur courant (en pourcentage du PIB)		Excédent budgétaire (en pourcentage du PIB)	
	Moyenne sur la période	Écart- type	Moyenne sur la période	Écart- type	Moyenne sur la période	Écart- type	Moyenne sur la période	Écart- type
1880–89	3,2	5,0	1,1	7,2	1,2	3,8	-2,8	1,3
1890–99	3,4	5,1	4,8	15,4	0,8	3,6	-2,6	2,3
1900–09	3,0	5,1	5,2	10,5	3,4	2,3	-2,2	1,0
1910–19	0,2	11,1	6,1	8,5	4,8	7,3	-1,7	1,7
1920–29	4,4	11,1	3,5	5,4	6,6	2,9	1,5	3,2
1930–39	1,2	15,0	5,5	8,2	n.d.	n.d.	1,4	1,8
1940–49	3,0	7,2	17,6	7,9	n.d.	n.d.	1,2	1,0
1950–59	3,6	4,8	36,6	24,4	-1,2	1,9	-1,6	1,3
1960–69	4,8	3,0	24,3	12,1	-2,3	1,6	-5,6	1,9
1970–79	2,0	7,3	131,9	174,4	-3,2	3,2	-3,7	5,9
1980–89	3,3	7,0	20,5	6,3	-7,1	4,2	0,0	3,2
1990–98	7,3	2,9	11,5	7,3	-3,6	2,2	1,7	0,7

Source : Ministère des finances du Chili

Note : n.d. = chiffres non disponibles.

tation de durée) dans une fourchette de 2 à 4 %. Le Chili des années 90 est entré dans ce que les sportifs appelleraient la « dernière ligne droite » du processus de développement.

Une décennie de réformes

Les résultats macroéconomiques impressionnants du Chili sont le fruit de dix ans d'efforts. Les deux gouvernements de concertation dirigés par Patricio Aylwin (1990–93) et Eduardo Frei (1994–99) ont approfondi les réformes de la « première génération » lancées dans les années 70, mais sans négliger celles de « deuxième et troisième générations », consolidant les mesures prises dans les domaines de l'éducation et de la justice et poussant plus avant la réforme de la sécurité sociale amorcée au début des années 80. Comme ils s'y étaient engagés, les deux gouvernements se sont appliqués à intégrer le Chili dans l'économie mondiale en menant une politique d'ouverture aux échanges qui s'est traduite par deux réductions unilatérales des droits de douane (ramenés de 15 % à 11 % en 1991, avant que l'on décide en 1998 de les réduire progressivement à 6 % sur une période de cinq ans) et par la conclusion d'accords de libre-échange avec de nombreux pays latino-américains et le Canada.

Le processus de privatisation s'est élargi dans les années 90, dans le cadre d'une approche plus transparente qui repose sur des appels

d'offres ouverts et concurrentiels et sur une évaluation du patrimoine de l'État à son juste prix. Priorité a été donnée aussi à l'adoption d'une réglementation moderne. Résultat, les privatisations opérées durant la dernière décennie ont rapporté 2,5 milliards de dollars, soit plus du double (à pouvoir d'achat constant en dollars) du produit des privatisations effectuées par le gouvernement militaire dans la seconde moitié des années 80.

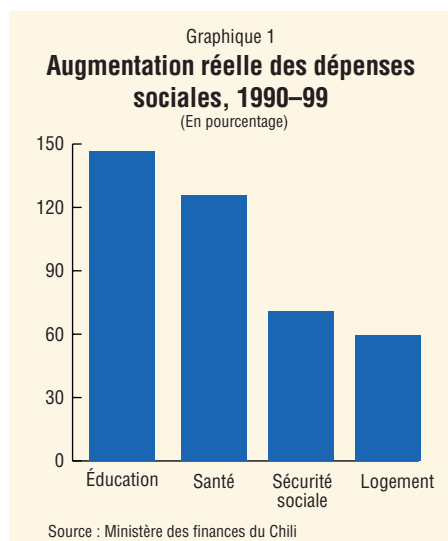
Les deux gouvernements démocratiques ont mis très tôt l'accent sur le développement humain et la modernisation des institutions, qui sont au cœur des réformes des deuxième et troisième générations. Convaincus que la valorisation du capital humain peut apporter une contribution décisive à la croissance à

long terme et resserrer l'éventail des revenus, ils ont donné la priorité à l'enseignement en augmentant fortement les crédits budgétaires alloués au système éducatif et en lançant un vaste programme de réforme qui vise à améliorer la formation des maîtres et l'assiduité des élèves et à moderniser les programmes (graphique 1).

Pour donner plus d'efficacité au système judiciaire, ils ont engagé là aussi des réformes d'envergure et créé une nouvelle juridiction pénale. Ces réformes, qui visent à accélérer la procédure judiciaire tout en renforçant sa transparence et son équité, devraient améliorer très sensiblement l'accès des citoyens à la justice.

L'excellente tenue de l'économie chilienne a aidé à faire reculer la pauvreté et à valoriser ses ressources humaines. Le PIB réel par habitant a augmenté au rythme de 5,6 % par an entre 1990 et 1998, tandis que les salaires réels progressaient d'environ 4 % par an au cours de la décennie. Le ciblage des dépenses sociales et la vigueur de la croissance ont fortement contribué au recul de la pauvreté. Le pourcentage de la population vivant en dessous du seuil officiel de pauvreté est tombé en effet de 38,6 % en 1990 à 21,7 % en 1998. Sur la même période, l'extrême pauvreté a reculé elle aussi, passant de 12,9 % de la population à 5,6 % (graphique 2).

Enfin, la qualité de la vie s'est améliorée de façon spectaculaire.



L'espérance de vie est passée de 73 ans en 1990 à plus de 75 ans en 1997 et, comme l'indique le dernier rapport du PNUD sur le développement humain, le Chili a conforté sa position dans ce domaine : il conserve sa première place en Amérique latine et se classe devant la République tchèque, en léger retrait par rapport au Portugal.

Face à la crise

Comme les autres pays latino-américains, le Chili a accusé un fléchissement en 1999. L'économie a enregistré une légère récession qui a freiné un moment le processus d'expansion. Début 1999, le pays a traversé une passe difficile due aux anticipations du secteur privé, traumatisé par l'impact négatif de la crise asiatique sur les termes de l'échange et sur le volume des exportations, les fluctuations erratiques des taux d'intérêt intérieurs, les pressions sur le taux de change et la gravité de la sécheresse causée par La Niña. Soucieux de donner une impulsion et une confiance nouvelles au marché, le gouvernement s'est efforcé d'améliorer les anticipations des agents économiques et a entrepris de revitaliser durablement l'économie par des mesures budgétaires directes.

La politique budgétaire menée en 1998 et 1999 a été contracyclique. En 1998, alors que les dépenses globales étaient excessives, le gouvernement a procédé à trois contractions budgétaires successives qui représentaient ensemble 1 % du PIB. En 1999, il a répondu à la chute brutale des dépenses privées par une politique de relance prudente de l'emploi. La mise en œuvre de mesures judicieuses et la crédibilité acquise dans les années 90 ont permis aux autorités de faire appel à l'épargne ainsi accumulée et de stimuler l'économie en donnant (pour un temps) une orientation expansionniste à la politique budgétaire. Le Chili a clos l'exercice 1999 avec un déficit budgétaire de l'ordre de 1 % du PIB, imputable surtout au sévère ajustement des dépenses privées qui a comprimé les recettes fiscales au premier semestre de 1999.

Les chiffres du troisième trimestre de 1999 font apparaître un net redressement des rentrées fiscales, qui s'explique par la reprise de l'activité au troisième trimestre et devrait permettre de résorber le déficit budgétaire en l'an 2000. De plus, les mesures budgétaires prises pendant la crise asiatique ont déjà été soit totalement financées, soit conçues en réponse à la conjoncture (c'est le cas des programmes d'emploi spécifiques lancés en 1999 et mis en œuvre par les municipalités).

«Pour l'heure, la première priorité des autorités chiliennes doit être de consolider la reprise économique tout en la rendant plus viable à moyen terme.»

Le taux de chômage a culminé en 1999 à 11,5 %, chiffre très supérieur à la moyenne observée au cours de la décennie, mais nettement inférieur aux niveaux élevés atteints dans les années 80. Le gouvernement a engagé trois séries de mesures budgétaires en 1999 pour relancer l'emploi dans les secteurs vulnérables et dans les régions les plus touchées par l'ajustement. En particulier, il a mené à bien un programme spécial de grands travaux à forte intensité de main-d'œuvre, augmenté les investissements publics dans certaines régions, rééchelonné en partie la dette des PME et créé un système d'assurance des crédits à l'exportation pour les produits non traditionnels.

Bien que le pays ait dû faire face à une crise extérieure plus grave que prévu, le gouvernement n'a pas contracté de dettes

en devises et a évité de réduire les dépenses sociales (contrairement à ce qui s'était passé lors de la crise de la dette extérieure des années 80). Il a réussi à ramener l'inflation à 2,3 % en 1999, taux sans précédent dans l'histoire du Chili, et a continué de progresser dans ses réformes, à la différence d'autres économies en développement, qui ont dû hélas les suspendre brutalement.

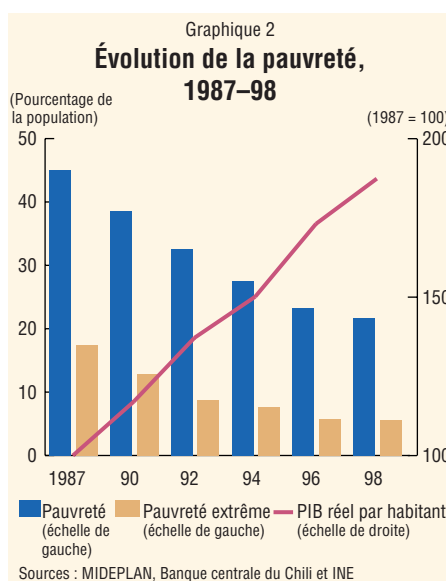
L'ajustement macroéconomique de 1998-99 a donné les résultats attendus et la croissance a repris en septembre, après seulement onze mois de récession. Le PIB réel devrait avoir augmenté d'environ 4 % au dernier trimestre de 1999, et le taux de chômage serait retombé à 8,9 % en décembre.

On s'attend à ce que l'expansion s'accélère encore en l'an 2000 pour s'approcher du potentiel du pays (qui est de l'ordre de 6 % par an), dans un environnement de faible inflation et de viabilité des comptes extérieurs.

Perspectives économiques

Au seuil de l'an 2000, le Chili doit relever de nouveaux défis. Pour l'heure, la première priorité des autorités doit être de consolider la reprise économique tout en la rendant plus viable à moyen terme.

Les déséquilibres externes ont déjà été corrigés et les fondamentaux économiques sont solides. Dans ces conditions, le Chili devrait pouvoir renouer avec une croissance rapide et renforcer ses chances de devenir un pays fortement développé, capable d'offrir à ses ressortissants un niveau de vie décent. Il peut répéter les résultats très solides des années 90, mais il lui faudra persévérer dans la voie qu'il s'est choisie et maintenir un dosage équilibré des mesures économiques. Car la bataille du développement ne se gagne pas en un jour. **F&D**





WORLD
BANK



Public Utility Research Center
University of Florida

8th International Training Program on Utility Regulation and Strategy

June 12-23, 2000—Gainesville, Florida, USA

“This course puts the most important regulatory issues in perspective and provides an excellent background for present and future regulators.” – Utility Regulator

This premier program has trained 600 utility regulators and managers from 90 countries in best practices for:

- ◆ Market Reform and Regulation of Network Industries
- ◆ Principles and Application of Incentive Regulation
- ◆ Managing the Introduction of Competition *in* and *for* the Market
- ◆ Managing the Regulatory Process
- ◆ Financial Analysis for Utility Regulation
- ◆ Non-Price Aspects of Utility Regulation
- ◆ Rate Structure

For more information about the course and how to apply, please visit our web site at:

<http://www.cba.ufl.edu/eco/purc> or contact us by fax (+1-352-392-7796) or E-mail (purcecon@dale.cba.ufl.edu)

ASSEMBLÉE ANNUELLE ■ 2000

PROGRAMME
de

SÉMINAIRES

FONDS MONÉTAIRE INTERNATIONAL ■ GROUPE DE LA BANQUE

*Du vendredi 22 septembre
au lundi 25 septembre 2000*

*Centre des congrès de Prague
Prague, République tchèque*

Réservations d'hôtel sur le site Internet du pays hôte
pour l'Assemblée annuelle (avant le 1^{er} mai 2000)
www.amp2000.cz

Pour une économie mondiale où chacun a sa place

Vous êtes invités à participer à une série de séminaires, ateliers et réunions-débats sur les dossiers cruciaux de l'économie mondiale, qui réuniront des responsables du secteur privé, des délégués des gouvernements de plus de 180 pays membres, des hauts fonctionnaires du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale et des représentants des médias et des organisations non gouvernementales.

Pour plus de renseignements, prière de s'adresser à :
2000 Annual Meetings ■ IMF — World Bank Group
Washington, DC 20431 (U.S.A.)

Téléphone : [1] (202) 473-3394

Télécopie : [1] (202) 623-4100

Adresse électronique : seminars@worldbank.org

Internet : www.worldbank.org/pos